

Signalement d'alerte type (Personnel)

Dysfonctionnement du protocole sanitaire Covid-19

A remplir sur le registre de danger grave et imminent (RDGI) de l'établissement scolaire :

Par la présente inscription, j'ai le devoir de vous alerter, conformément à l'article 5. 6 du décret 82-453 modifié du 28 mai 1982, des multiples manquements que j'ai pu constater dans la mise en place du protocole sanitaire Covid-19 au sein de mon établissement/école.

Ces dysfonctionnements ont été constatés le ... (date), en présence de ... (noms des témoins). Ils concernent :

- ...
- ...

Conseils :

** Il s'agit ici de matérialiser le risque avec des exemples précis et concrets qui viendront montrer de manière flagrante les dysfonctionnements du protocole.*

** L'inventaire des dysfonctionnements peut se faire sous forme de liste avec des tirets : absence de matériel de protection, impossibilité de la distanciation physique et de manière générale toute pratique contraire au protocole sanitaire.*

** Des photos peuvent être annexées à l'inscription pour illustrer les dysfonctionnements (attention au droit à l'image : il est à flouter le visage des élèves et des adultes le cas échéant)*

** Un moyen de donner plus de poids à votre signalement est de le faire corroborer à d'autres inscriptions sur le RDGI faites par vos collègues qui témoigneront des mêmes dysfonctionnements.*

Sur le plan administratif, ces dysfonctionnements m'interrogent au regard de ma responsabilité légale au sein de ma (mes) classe(s) (et dans le cadre de mon devoir de surveillance pendant les récréations). Malgré tous mes efforts et ceux de l'équipe pédagogique, les conditions matérielles ne nous permettent pas de mettre en place le protocole dans de bonnes conditions.

Sur un plan individuel, je me retrouve comme mes collègues soumis à un risque de contamination dont la probabilité et le danger ne sont plus à prouver compte tenu de la virulence de l'épidémie. Je considère mon intégrité physique menacée avec des conséquences potentiellement graves pour mes proches et pour moi-même.

Enfin, mes conditions de travail dégradées me plongent dans un état perpétuel de tension nerveuse. Ma sécurité physique n'étant pas assurée, je travaille dans des conditions de stress important qui a plus ou moins long terme pourraient être préjudiciables à ma santé psychologique.

Par conséquent, je vous demande de bien vouloir faire le nécessaire dans les plus brefs délais pour remédier à cette situation. À défaut je me verrai dans l'obligation de faire valoir mon droit de retrait tel que défini dans le décret précédemment cité.